

Dans la guerre qui oppose, dans l'est de la RD-Congo, la coalition militaire soutenue par le Rwanda aux forces gouvernementales, les milices issues des génocidaires hutus rwandais de 1994 – regroupés au sein des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) – jouent un rôle clé et méconnu, étendant leur influence du Kivu jusqu'en Europe.

# De Goma à Paris, la guerre secrète des milices hutues du Congo

Là, sur les collines qui surplombent Goma, à la périphérie de Sake (RD-Congo), dans le parc de la Virunga au cœur de la forêt, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) restent à l'affût, malgré leur défaite face aux AFC/M23, la coalition congolaise soutenue par le Rwanda, qui s'est emparée de pans entiers de l'est de la RDC. «En face de nous, il y a l'armée congolaise (FARDC) et son allié, les FDLR», assure, depuis son bureau de Goma, Lawrence Kanyuka, le porte-parole de la coalition AFC/M23. «La ligne de front dans le Nord-Kivu est tenue essentiellement par ces forces qui sont organisées, nombreuses, bien implantées dans le territoire et qui luttent pour leur survie, à la différence de l'armée gouvernementale», note un diplomate européen en poste à Kinshasa, la capitale de la RDC.

Fondées au début des années 2000 à partir de l'ancienne force armée rwandaise (FAR) et des milices hutues génocidaires réfugiées dans l'est de la RDC après leur déroute de 1994 (lire les repères page suivante), les FDLR et leur branche armée, les Forces combat-



tantes Abacunguzi (Foca) – les «libérateurs» en kinyarwanda – rêvent de revenir au Rwanda par la force, de renverser Paul Kagame, l'homme qui les a vaincus en 1994, et d'en finir avec les Tutsis, les «cafards» ou «serpents» qu'ils veulent toujours détruire.

À Mutobo, dans l'ouest du Rwanda, où il a été évacué par l'ONU dans le cadre d'un programme de démobilisation, Jean de Dieu, un ancien FDLR, témoigne de cet état d'esprit demeuré inchangé depuis la fin du génocide. «Nous avons toujours été éduqués dans l'idée que nous reviendrions au Rwanda pour chasser les Tutsis de Paul Kagame», dit-il, la voix

claire. À ses côtés, un autre ex-combattant, né en 1995 dans un camp de réfugiés de Goma, acquiesce: «C'est ce que j'ai entendu depuis mon enfance, dans nos écoles, nos familles, et même dans nos églises, catholiques ou évangéliques.»

Pour le M23 et pour le Rwanda, ces hommes et leurs réseaux représentent une menace très sérieuse: selon eux, alliées à l'armée congolaise, les FDLR déstabilisent la région frontalière, s'attaquent aux populations tutsies du Congo et diffusent leur idéologie anti-Tutsi dans les deux provinces du Kivu, au sein de l'armée gouvernementale et de la diaspora hutue congolaise.

«La présence de ce groupe est au cœur du narratif rwandais sur la crise dans l'est de la RDC. S'il commet bien des exactions, Kigali exagère son importance pour justifier sa main mise sur les deux Kivus», juge Clémentine de Montjoye, de l'ONG Human Rights Watch. De son côté, Kinshasa dément collaborer avec les FDLR et accuse Kigali de vouloir s'emparer des richesses minières de l'est de la RDC. Selon le dernier rapport du



**Les FDLR fonctionnent comme un véritable État parallèle, étendant leur influence dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.**

groupe d'experts sur la RDC de l'ONU (remis en décembre), les AFC/M23 «contrôlent désormais près de la moitié de la production de cassitérite et de coltan du Sud-Kivu et plus des deux tiers de sa production de wolframite». «Certes, l'accès aux ressources dans cette région du monde est un enjeu pour Kigali. Mais la présence des FDLR à ses portes n'est pas insignifiante», rétorque un observateur international basé à Kigali. Les FDLR ne sont pas une poignée de combattants perdus dans la jungle.»

Selon des documents confidentiels émanant de sources de rensei-

gnements européens, et des témoignages directs recueillis par La Croix, les FDLR fonctionnent comme un véritable État parallèle, étendant leur influence dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, avec le soutien de Kinshasa et de pays comme le Burundi voisin.

À la tête de leur organisation, on trouve une présidence, un secrétariat exécutif et plusieurs «commissaires» chargés de la défense, du renseignement, des finances, des affaires sociales et des affaires étrangères (dont l'encadrement de la diaspora). Liée aux FDLR, la branche armée des Foca est structurée sur le modèle de l'ancienne armée rwandaise: bataillons, compagnies, unités de renseignement actives jusqu'au Rwanda, forces spéciales. Elles ont même conservé une structure que les coopérants militaires français envoyés par l'Élysée au Rwanda avaient créée en 1991: les CRAP (Commandos renseignement et d'action dans la profondeur). Elles disposent même d'écoles d'officiers et de sous-officiers pour former leurs cadres.

Régulièrement renouvelés par des campagnes de recrutement, •••



●●● leurs effectifs étaient compris entre 2500 et 3500 combattants avant le début de l'offensive lancée par le M23, en janvier, selon ces sources, composés de Hutus rwandais installés au Congo après le génocide, de leurs enfants, de Hutus congolais mais aussi de Congolais qui, comme du temps du maréchal Mobutu, partagent la même idéologie anti-Tutsi.

**Sur le plan politique, les FDLR s'appuient sur une constellation d'associations, de partis politiques, de dissidents locaux.**

Leur force est de disposer d'abondantes ramifications. Dans les Kivus, les FDLR combattent aux côtés des FARDC mais aussi en leur sein. Elles ont aussi fédéré et pénétré les Wazalendo, des groupes armés alliés aux forces

gouvernementales, et sont aussi liées à une myriade de milices d'autodéfense actives dans cette zone. Des pans entiers de territoire dans l'Est congolais étaient directement sous leur contrôle avant l'offensive du M23 en janvier. Bien que battus, les Foca et leurs alliés se sont repliés dans les campagnes, d'où ils poursuivent leur combat.

Sur le plan politique, les FDLR s'appuient également sur une constellation d'associations, de partis politiques, de dissidents locaux. Avec eux, ils forment un réseau complexe de sociabilité, de solidarité et d'encadrement des sociétés locales, qui dépasse largement le nombre de leurs combattants.

Ils sont également bien implantés dans la zone de Walikale (Nord-Kivu), où est présente une forte communauté hutue. « Ils s'y sont repliés face à l'avancée du M23 et ont dressé une administration parallèle », note un responsable humanitaire en poste dans la région. « Les Hutus du Walikale, observe-t-il, ont créé une association devenue puissante, Igisenge (« petite maison » ou « toiture »

en kinyarwanda, NDLR) », qui, officiellement, défend la culture et les droits des Hutus locaux. « En réalité, elle diffuse une idéologie de type suprémaciste qui n'est pas sans rappeler celle des génocidaires rwandais du temps de Habyarimana », complète cette source.

Dans ce contexte, la distinction entre civils et combattants n'est pas aisée, et les AFC/M23 sont accusés de ne pas s'embarrasser à

## repères

### Les FDLR en quelques dates

**1994. Défaite des Forces armées rwandaises (FAR) et des milices Interahamwe, responsables du génocide contre les Tutsis au Rwanda, qui fuient vers l'est de la RD-Congo (à l'époque Zaïre), où elles se reconstituent.**

**1996-1999. Les ex-FAR et Interahamwe se réorganisent en plusieurs factions, notamment au sein de l'Alir (Armée**

**Ces combattants des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), du groupe armé des Wazalendo et des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont été neutralisés à Goma (RDC) par la coalition congolaise AFC/M23, soutenue par le Rwanda, le 10 mai 2025.**  
Jospin Mwisha/AFP

ce sujet. « Le ciblage délibéré et systématique d'un groupe particulier – les FDLR et les civils associés, principalement issus de la communauté hutue – pourrait constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité », s'alarme le groupe d'experts de l'ONU.

Les FDLR et leurs réseaux ont aussi tissé leur toile bien au-delà des forêts congolaises, sur le continent africain, mais aussi en Occident. Un espace qu'ils ont divisé en régions administratives (en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord). Contrôlée par un comité de résistance régional, chaque région est elle-même divisée en préfectures, communes, secteurs et cellules, permettant un quadrillage au plus près de ces territoires. À chacune de ces échelles administratives, un bureau (président, vice-président) est chargé avec l'aide de conseillers, de la propagande, de la résistance, de la jeunesse, des affaires sociales, de la promotion de la famille. « L'objectif de cette organisation tentaculaire est d'encadrer, contrôler, surveiller et mobiliser la diaspora hutue rwandaise et congolaise (en Occident, NDLR). »

Munyeshyaka qui, dans des écoutes téléphoniques de 2016 que La Croix a pu obtenir, souhaitait clairement leur victoire.

Ont-ils des liens avec la famille Habyarimana, avec la veuve du président assassiné le 6 avril 1994 à Kigali, Agathe Kanziga ? Aucun des membres du clan n'a pris position publiquement pour les FDLR. Mais la convergence idéologique est nette. Comme les FDLR, Agathe Kanziga et son fils Jean-Luc Habyarimana sont farouchement anti-Paul Kagame, et vont jusqu'à le présenter comme le véritable concepteur et auteur du génocide. Sur le réseau X, Jean-Luc Habyarimana, comme les FDLR, défend le président congolais Félix Tshisekedi et dénonce le M23 (et son soutien rwandais).

**« L'objectif de cette organisation tentaculaire est d'encadrer, contrôler, surveiller et mobiliser la diaspora hutue rwandaise et congolaise (en Occident, NDLR). »**

« Jean-Luc est l'un de ceux qui nous représentent auprès du président Tshisekedi », assure Jean de Dieu, du camp de Mutobo. Selon des sources bien informées, il a effectué plusieurs voyages dans la capitale congolaise où il aurait rencontré le président Félix Tshisekedi au sujet des FDLR. « Selon nos informations, cela a commencé après la déroute des forces armées congolaises dans les Kivus », confie l'une d'elles. Interrogé par La Croix sur ces liens possibles, le président rwandais Paul Kagame a répondu : « Ces derniers temps, ces derniers mois, nous avons appris que le fils de Habyarimana et certains de ses complices, réfugiés en Europe et aux États-Unis, ont œuvré pour le compte des FDLR. Recrutés et financés, ils ont mis en place diverses structures sous la tutelle du président de la RDC en personne. »

Dans un tweet posté le 31 octobre 2025, Jean-Luc Habyarimana dément « participer à une prétenue « coalition militaire » avec le président Félix Tshisekedi de la RDC et divers opposants rwandais dans le but de renverser le pouvoir en place ». Depuis quelques jours, cependant, des tweets le présentant comme le président qu'il faudrait au Rwanda, fleurissent. Contactés par La Croix, Jean-Luc Habyarimana et Patrick Muyaya, le porte-parole du gouvernement congolais, n'ont pas donné suite. Laurent Larcher et Vivien Latour, correspondant à Kigali, Mutobo (Rwanda) et Goma, Sake et Bukavu (RDC)